

20 octobre 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'agence de presse mexicaine " IPS ", notamment sur la conférence Nord-Sud de Cancun et l'aide au développement, mardi 20 octobre 1981

QUESTION.- Quelle est la conception globale que le président socialiste que vous êtes se fait de la coopération avec le tiers monde et dans quelle mesure cette conception diffère-t-elle de celle de vos prédécesseurs ?

- LE PRESIDENT.- Cette conception diffère à l'évidence de celle de nos prédécesseurs par tout ce qui distingue un libéralisme à courte vue d'un socialisme responsable. Cela dit, je ne cultive pas la différence pour elle-même. L'important est de prendre le bon chemin.

- Je voudrais m'en tenir à trois idées simples. La première est ambitieuse : le propre de la nouvelle politique étrangère de la France à l'égard des pays du Sud est de traiter ceux-ci comme des sujets à part entière et non plus comme des objets. Ce n'est pas nouveau, me direz-vous, mais je vous pose à mon tour une question : qui, jusqu'à présent, parmi les grands pays industrialisés, de l'Est ou de l'Ouest, est allé jusqu'au bout de cette logique ? Les uns et les autres ont entrevu après la décolonisation, par intermittence que c'était la seule perspective viable, que l'on ne pouvait pas dire qu'une page était tournée et faire comme si elle ne l'était pas. Nous voulons aller jusqu'au bout de cette idée. Nous devons en finir avec les mauvaises habitudes, mais aussi avec la mauvaise conscience, qui est paralysante. Nous voulons être, dans notre comportement vis-à-vis du tiers monde, plus libres et plus solidaires.

- Je crois également, et c'est la deuxième idée, que le développement correspond à notre intérêt le plus fondamental, parce que nous ne survivrions pas à l'effondrement du tiers monde, et parce que le Nord a besoin du Sud pour sortir de la crise, qu'il est dans l'intérêt du Nord que le Sud se développe. Cette idée chemine, mais trop lentement encore.

- Troisième idée : il n'y a pas de développement sans un effort d'organisation. Le libre jeu du marché, ou ce qui en tient lieu, ne peut suffire à l'ampleur de la tâche. Je sais bien que nous avons une divergence profonde sur ce point avec les Etats-Unis. Mais, le libre marché ne permet la croissance que des multinationales, qui créent dans le tiers monde des îlots de richesse dans des océans de misère.\

QUESTION.- La France s'affirme comme une partenaire très fidèle des Etats-Unis dans le cadre de l'Alliance atlantique, cependant que la politique économique américaine - en particulier en matière de fixation des taux d'intérêts - lèse gravement ses intérêts. Dans le même temps, votre gouvernement entend mener envers le tiers monde une politique radicalement différente du "trade not aid" préconisé par Washington. N'y a-t-il pas, à terme, un problème de compatibilité entre l'appartenance à l'Alliance atlantique, même limitée à son aire géographique actuelle, et une politique nouvelle en direction du Sud ?

- LE PRESIDENT.- Nous ne sommes pas des partenaires très fidèles des Etats-Unis, comme vous le dites, nous sommes leurs alliés comme ils sont les nôtres. L'Alliance atlantique réunit depuis plus de trente ans des nations libres qui ont décidé, chacune, de le rester à leur façon au sein de cette Alliance. La France a déjà montré qu'elle pouvait avoir une conception exigeante de sa liberté, elle le montre aujourd'hui par ses choix politiques intérieurs et extérieurs, elle le fera demain, et notamment à propos des relations avec les pays du tiers monde et des problèmes du développement. Puisque vous avez évoqué cette question. Je ne vois pas en quoi l'Alliance

développement, puisque nous avons eu que nous ne nous pas en questionner atlantique nous conduirait à souscrire à telle ou telle conception qui ne nous conviendrait pas. Quant à la question des taux d'intérêts, j'ai déjà eu l'occasion de souligner, à plusieurs reprises, que la solidarité devait jouer dans nos relations aussi bien sur-le-plan économique que sur-le-plan militaire.

- Par ailleurs, nous pensons qu'il est de l'intérêt à long terme du Nord et donc aussi des Etats-Unis, d'aider le tiers monde à sortir de la misère et de la dictature.\

QUESTIONS.- Dans certains pays africains on considère que la nouvelle politique française en Afrique reste imprégnée par l'idée de la "chasse gardée". N'y a-t-il pas une certaine contradiction entre les relations privilégiées, comportant des clauses militaires, avec les pays qui furent autrefois des colonies françaises et votre conception d'une coopération d'ensemble avec le tiers monde ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas de quel pays africain vous parlez. Ceux dont j'ai rencontré les dirigeants, francophones ou non d'inspiration socialiste ou non, ne m'ont pas dit ou laissé entendre cela, et ceux qui le feraient nous auraient mal compris. Nous voulons aller à la rencontre de l'Afrique, de toute l'Afrique, sans exclusive, mais dans le respect de la personnalité de chaque pays. Certains d'entre eux souhaitent maintenir des engagements en-matière de sécurité. Nous ne souhaitons pas particulièrement développer ce genre d'accord, mais chaque pays est son propre juge. Pour notre part, nous respecterons les engagements pris pour répondre à une demande légitime, ressentie sur place comme une nécessité.

- Nous devons ajouter à cet héritage un meilleur sens de l'échange, un respect plus authentique de la personnalité de chacun de nos partenaires africains. Il est temps de comprendre que l'ère post-coloniale est aujourd'hui révolue. Nous voulons avoir pour cela une grande politique pour l'ensemble des pays du Sud, et nous voulons mettre fin à certaines incohérences, la création du ministère de la coopération et du développement en témoigne, ainsi que nos engagements à propos des PMA ou encore nos ouvertures en direction de l'Afrique anglophone et lusophone.\

QUESTION.- L'exemplarité des méthodes employées à Ottawa et les attaques de certains milieux occidentaux, en-particulier américains, contre la volonté de rééquilibrage des flux d'information entre le Nord et le Sud, exprimée notamment par l'UNESCO, pourrait-elle conduire le gouvernement français à prendre des initiatives en faveur d'un "nouvel ordre mondial de l'information" ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question essentielle et passionnante. Nous assistons tout à la fois à une évolution importante des attitudes, dans-le-cadre des organisations internationales, et à une révolution dans les moyens.

- La France suit avec beaucoup d'intérêt les débats en-cours sur le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (à l'ONU et à l'UNESCO) et elle prendra des initiatives, notamment à propos du programme international pour le développement de la communication.

- Mais il faut également tenir -compte du fait que le développement de la technologie va ouvrir rapidement des perspectives tout à fait nouvelles. Beaucoup de pays du tiers monde envisagent en effet de se doter de satellites de télécommunication ou de télévision directe. Dans de nombreux cas, cette technologie leur permettra de réaliser à un coût moindre les investissements nécessaires au développement d'une politique de communication, d'information et d'éducation sur des territoires souvent étendus et parfois faiblement peuplés.

- Quelle est la démarche habituelle de ceux qui possèdent aujourd'hui la compétence technologique ? Elle consiste à concevoir un produit et à essayer de le vendre.

- Quelle sera l'attitude de la France ? Elle proposera aux pays qui le désirent un véritable accord de co-développement dans le domaine de l'information & définition en commun du produit et non proposition d'un produit à prendre ou à laisser, politique de transfert de technologie, pour former des techniciens nationaux et réaliser le maximum d'investissement sur place, en accord avec les Etats intéressés.\

QUESTION.- Sur quelles questions prioritaires souhaitez-vous que des actions soient décidées à Cancun ?

- LE PRESIDENT.- Le sommet de Cancun doit être l'occasion d'un échange de vues ouvert et

constructif sur l'ensemble des problèmes auxquels se trouvent confrontés les pays du Nord et du Sud de la planète. Il s'agit de problèmes étroitement liés entre eux, par suite de l'interdépendance des économies, et c'est pourquoi leur solution doit être recherchée en commun. Aucun pays ne peut espérer connaître une prospérité durable si ses partenaires stagnent ou déclinent. C'est particulièrement vrai pour les pays en voie de développement et c'est pour eux qu'il faut en priorité explorer des voies à Cancun.

- Cet échange de vues très général est nécessaire pour une réunion qui est la première de ce genre, entre vingt-deux pays très différents les uns des autres. Mais la réunion de Cancun ne devra pas en rester là. Il faut que certaines orientations concrètes et significatives soient prises afin de témoigner de l'engagement de tous les participants à faire progresser la coopération internationale.

- Je pense pour ma part que deux engagements précis pourraient être pris : il s'agit, d'une part, de la reprise des négociations globales dans-le-cadre des Nations unies, qui devrait permettre d'engager enfin une réflexion de première importance dont le principe a été admis par tous les pays il y a deux ans. D'ailleurs, les sept nations réunies à Ottawa ont accepté de considérer l'interdépendance des problèmes économiques, monétaires, industriels et politiques : pourquoi ce qui était vrai à Ottawa ne le serait-il pas à Cancun ?

- Il y a, d'autre part, le projet touchant à l'énergie qui a été soigneusement étudié, et qui permettrait d'accroître les ressources financières mises à la disposition des pays du tiers monde importateurs d'énergie en vue de développer massivement chez eux leurs propres ressources. Cette filiale, ou toute autre forme d'agence, largement ouverte aux pays exportateurs de pétrole et dépendant de la Banque mondiale, leur donnerait un pouvoir de décision plus important que celui dont ils

QUESTION.- Si, en raison de l'opposition de certains pays industrialisés, et particulièrement de celle des Etats-Unis, aucune solution globale ne pouvait être adoptée sur ces questions prioritaires, la France envisage-t-elle, seule ou en compagnie d'autres Etats ayant des conceptions voisines des siennes, d'engager des actions précises dans-le-cadre d'un nouvel ordre économique international ?

- LE PRESIDENT.- Notre effort en vue de transformer les relations économiques internationales ne saurait se limiter au -cadre défini par Cancun, ni même à l'enceinte des Nations unies.

- Devant un enjeu d'une telle ampleur, l'action de la France doit être extrêmement diversifiée :

- la stabilisation des cours des matières premières devra de toutes façons faire l'objet de négociations. Il faudra aussi engager tôt ou tard un dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole

- l'action à l'échelle régionale doit en tout -état de cause jouer un rôle important et même si certains Etats sont réticents à une action d'ensemble, rien n'empêche les Etats d'une région donnée de prendre les devants

- nous attachons également une grande importance à une coopération bilatérale privilégiée avec certains pays du tiers monde, sous forme d'accords de co-développement en-particulier.

- Pour prendre les échéances française au-cours des deux derniers mois de l'année, une conférence franco - africaine d'un type nouveau se tiendra à Paris les 3 et 4 novembre. Le 11, je recevrai Mme GANDHI, avec laquelle nous avons beaucoup de choses à faire. Je me rendrai en Algérie, qui est pour nous un partenaire clef, au début de décembre. A chacune de ces occasions, nous verrons les suites qu'il convient de donner au sommet de Cancun, suivant la façon dont il se sera déroulé.

QUESTION.- Dans quelle mesure ce type de dialogue Nord-Sud ne contribue-t-il pas à une imitation des modèles économiques de la "modernisation" occidentale, inadaptés aux réalités du Sud et ne prenant notamment pas en -compte la capacité de travail et de créativité de ses énormes concentrations humaines ?

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas que la dialogue Nord-Sud impose inévitablement un certain schéma de développement. Bien au contraire, un des enjeux prioritaires de ce dialogue est de permettre aux pays du tiers monde de devenir plus autonomes, mieux capables de concevoir et

de prendre pleinement en charge un développement qui leur soit propre. Il faut en finir avec ces exportations de schémas "clés en main" dont on mesure aujourd'hui les effets néfastes.

- A chacun sa voie, à chacun ses méthodes. Dans le domaine de l'énergie, par exemple, la conférence récente de Nairobi a montré qu'il n'était pas besoin de copier notre lourd modèle de production occidentale : il existe bien d'autres possibilités pour desserrer la terrible contrainte énergétique. Dans ce secteur, comme dans beaucoup d'autres, la technique n'asservit pas, elle n'impose rien, elle permet de vivre mieux si la politique le rend possible.\

QUESTION.- Sur-le-plan concret, comment, s'il y a lieu, la nouvelle politique étrangère française se démarquera-t-elle de la précédente dans les trois grands domaines suivants :

- le rôle de la France en faveur d'une tentative de règlement de la question du Proche-Orient

- le rôle de la France au sein du "groupe de contact" sur l'affaire namibienne et par-rapport aux tentatives sud-africaines, déstabilisation de l'Afrique australe

- le rôle de la France en Amérique centrale et aux Caraïbes, face aux menaces formulées par plusieurs membres éminents de l'administration REAGAN à l'encontre de Cuba, du Nicaragua, de Grenade, et des forces d'opposition à la junte salvadorienne ?

- LE PRESIDENT.- En ce qui concerne le Proche et Moyen-Orient, je l'ai dit tout récemment, il ne s'agit pas de chercher à plaire à tout le monde. Il s'agit d'avoir une politique française qui soit utile à cette région du monde, qui permette d'avancer effectivement vers la paix. Je résume les points les plus importants : un seul et même langage pour l'une et l'autre partie, qui s'appuie sur le droit international et pas d'exclusivité en ce qui concerne les méthodes, démarche globale ou accords bilatéraux. Le seul critère à retenir est la possibilité d'avancer vers une paix juste et durable assurant à chaque peuple et à chaque état de la région la paix et la sécurité.\

Pour l'Afrique australe, et en-particulier ce qui s'appelle le "groupe de contact" sur la Namibie, il était grand temps de prouver le mouvement en marchant, et c'est ce à quoi nous nous employons. La France entend jouer un rôle moteur dans la mise en oeuvre, qui n'a que trop tardé, de la résolution 435 et elle se réjouit de ne pas être seule dans cette tâche, grâce-à la bonne volonté de certains de ses partenaires. Mais qu'on ne compte pas sur la France pour se prêter à quelque chose qui ressemblerait à un double jeu ou à de fausses promesses.

- Le rôle qu'entend jouer la France en Amérique centrale a été assez bien exprimé par la récente déclaration franco - mexicaine sur le Salvador. Cette dernière ne doit ni ne peut souffrir aucune distorsion ni malentendu. C'est un non clair et net à l'intervention étrangère, et un oui résolu à la négociation pacifique entre toutes les parties prenantes à une guerre civile atroce. Le droit à l'autodétermination des peuples est notre seule doctrine. Les peuples des Caraïbes et d'Amérique centrale ont droit comme les autres à se doter du régime politique de leur choix. Si tel ou tel de ce pays représente une menace pour ses voisins, il peut être sûr de notre réprobation. Mais s'ils subissent eux-mêmes des menaces de la part d'un grand voisin plus puissant, ils peuvent être sûrs de notre solidarité. Quiconque s'en tient à une position de principe comme celle-ci décourage toute velléité d'agression. Ce n'est pas un vœu pieux. C'est une exigence morale et politique. C'est celle de la France, et je ne doute pas qu'elle sera de mieux en mieux partagée.\